



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Université d'été du MEDEF

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Jouy-en-Josas

Mercredi 29 août 2018

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Monsieur le vice-chancelier, cher Olaf Scholz,
Monsieur le président du MEDEF,
Chers amis,

Je me suis dit que pour éviter les critiques, ce soir, je pourrais peut-être faire mon discours en allemand. Mais je vous rassure : je vais le faire en français. Merci en tout cas une fois encore de votre accueil. C'est toujours avec un grand plaisir que je retrouve ici les entrepreneurs français qui bâtissent la France de demain.

Vous travaillez depuis le début de cet après-midi sur le thème de la France dans vingt ans. A mon tour donc de vous faire part de mes convictions sur ce que peut être la France dans vingt ans et sur ce que nous voulons bâtir avec le président de la République et avec le Premier ministre, Edouard Philippe, qui a ouvert cette université d'été.

Je vous propose de bâtir ensemble une nouvelle prospérité française et que le cap que nous nous fixons, entrepreneurs, responsables politiques, patrons de PME ou de TPE, commerçants, soit de bâtir ensemble pour tous les Français cette nouvelle prospérité française.

Ne nous trompons pas sur la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Nous sommes dans une ère de combats internationaux. Avec une guerre commerciale qui est à nos portes, que nous avons évitée pour le moment, mais qui reste toujours possible. Avec une Chine qui a déployé avec ses projets de route de la soie le projet stratégique le plus important mais aussi, pour nous, le défi le plus important du début du XXI^e siècle. Avec l'émergence de géants du numérique à qui leur capitalisation et leurs capacités d'innovation et de recherche donnent autant de pouvoir que quasiment 90 % des Etats de la planète. Et avec, en Europe, un risque de division, avec la montée des extrémismes qui est sans précédent. Dans cette ère de combat, vous avez besoin de responsables politiques qui tiennent leur cap et qui croient dans leur stratégie.

Avec le président de la République, nous avons un cap et rien ne nous en fera dévier. Nous ne changerons pas le cap de la restauration de la compétitivité des entreprises françaises ; nous ne changerons pas le cap de la politique de l'offre ; nous ne changerons pas le cap de la rémunération du travail ; et nous ne changerons pas le cap du redressement des finances publiques françaises. Tout simplement parce que ce cap a été voulu par les Français, n'en déplaise à certains qui voudraient prendre leur revanche sur l'élection présidentielle de 2017. Les Français se sont prononcés, ils ont fait leur choix. Et ensuite parce que ce cap, contrairement à ce que j'entends dire un peu partout depuis quelques semaines, parce que certains sont sensibles au vent un peu plus frais du moment, il donne des résultats. Nous sommes sortis de la procédure pour déficit public excessif, nous avons réussi pour la première fois depuis dix ans à passer sous la barre des 3 % de déficit public ; le chômage est passé de 9,6 à 9,1 % ; et nous avons une croissance qui est autour de 1,7 %. Je ne vous dis pas que c'est assez, mais c'est quand même mieux que les 0,8 % de croissance moyenne des dix dernières années.

Et dans le fond, je pense que ce qui déplaît à beaucoup, c'est que vous ayez un président de la République qui tient ses engagements. Il a été élu en promettant une réforme profonde de la fiscalité française, que j'ai mise en œuvre et que j'ai fait voter à l'Assemblée nationale et au Sénat. Je vous rappelle que nous avons supprimé l'ISF ; je vous rappelle que nous avons voté la réduction de l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 25 % ; je vous rappelle que nous avons mis en place un prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital avec une idée simple et juste : il faut que le capital soit moins taxé pour que les entreprises puissent investir et innover davantage. Nous tenons parole et nous continuerons à tenir parole !



Nous avons dit que nous accélérerions en cette rentrée 2018 pour donner plus de compétitivité à nos entreprises en particulier aux PME. Je rappelle que le premier texte qui sera examiné dès la semaine prochaine mercredi en commission spéciale à l'Assemblée nationale, c'est le projet sur la croissance et la transformation des entreprises, qui est un projet de restauration de la compétitivité de nos PME et qui montre qu'avec le président de la République, avec le Premier ministre, nous ne voulons pas simplement tenir la même stratégie : nous voulons convaincre, accélérer et obtenir de meilleurs résultats pour les Français.

Quand je regarde ce que proposent les oppositions, qui dans le fond sont gênées par un président de la République qui tient parole, je dois dire que je n'aurais pas imaginé un jour voir un parti auquel j'ai appartenu proposer l'augmentation de 20 % du Smic comme cœur de sa politique économique. Je n'aurais pas imaginé voir critiquer aussi farouchement la fusion entre Alstom et Siemens, qui va nous permettre de créer un géant du ferroviaire et de la signalisation aussi puissant que le géant chinois CRRC. Je n'aurais pas imaginé un jour voir Les Républicains envoyer des émissaires chez Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise pour bâtir son projet économique. Je n'aurais pas imaginé une opposition responsable critiquer aussi vertement la nomination d'un Canadien à la tête d'Air France, parce que cette nomination, nous l'avons voulue pour donner à cette belle compagnie le meilleur de ceux qui ont réussi en matière de compétences aériennes et de redressement des compagnies aériennes mondiales. Nous voulons le meilleur pour Air France comme nous voulons le meilleur pour la France.

Cette stratégie donc nous la poursuivrons. Pour parvenir à cette nouvelle prospérité française – et je veux rassurer tout de suite votre président Geoffroy Roux de Bezieux, que je félicite pour son élection – je ne crois ni au zig ni au zag. Je crois à la ligne claire ; je crois à la constance ; je crois à la solidité des convictions. Nous avons une stratégie économique et financière claire : une politique de l'offre, la valorisation du travail, le rétablissement de nos finances publiques. Nous poursuivrons dans cette voie et ce ne sont pas les quelques clapots du moment qui nous feront dévier.

La politique de l'offre doit nous permettre de libérer les capacités de nos entreprises. Elle passe d'abord par un meilleur financement de nos entreprises. Développer l'épargne retraite comme nous allons le faire, développer le PEA-PME, permettre enfin aux produits d'eurocroissance de se développer, c'est permettre enfin à nos entreprises de se financer sur fonds propres plutôt que par de la dette. Voilà le cap que nous voulons pour le financement de nos entreprises.

Je rentre tout juste du Danemark, où j'étais en visite d'Etat avec le président de la République, et j'ai rencontré à nouveau, comme à chacun de mes déplacements à l'étranger ou en France, des *start-up* qui me disent : nous avons les meilleures compétences, nous sommes le pays qui a le plus d'imagination, le plus de créativité mais nous en avons assez d'être les meilleurs dans l'amorçage et les plus faibles dans le développement. Nous n'avons pas vocation à multiplier des *start-up* en France, pour les voir rachetées par les géants du numérique, américains ou chinois.

Développer le financement de nos entreprises, travailler cette nouvelle prospérité française, c'est faire en sorte que nos entreprises puissent grandir et que nos *start-up* puissent devenir demain des licornes aussi nombreuses que celles qui existent ailleurs, en Europe ou dans le monde.

Une politique de l'offre, c'est innover. Et le Premier ministre l'a rappelé : nous ne toucherons pas au Crédit Impôt Recherche.



Vous ne pouvez pas imaginer, quand vous êtes ministre des Finances, l'inépuisable ingéniosité de vos services pour toucher au Crédit Impôt Recherche : "Il y a des abus, il y a des effets d'aubaine. On va vous réorganiser tout ça, Monsieur le ministre, et, au passage, on va prendre 300 à 400 millions d'euros aux entreprises."

Eh bien, moi je préfère qu'il y ait ici ou là quelques effets d'aubaine mais qu'on garantisse la stabilité fiscale et l'investissement dans l'innovation à nos entreprises plutôt que de toucher un instrument qui marche et qui fait la force et la fierté de l'innovation française.

Une politique de l'offre, c'est vous aider à rebondir. Je ne connais personne qui ait véritablement réussi dans la vie et qui n'ait pas d'abord échoué. Assez avec la stigmatisation de l'échec ! Assez avec ces entreprises qui sont pointées du doigt parce qu'elles ont tenté des choses audacieuses qui auraient pu réussir et qui malheureusement n'ont pas réussi ! Aidons les entreprises à rebondir.

Faire une politique de l'offre, c'est transmettre. Je crois à la transmission du travail de toute une vie. Dans le projet de loi sur la croissance et la transformation des entreprises, je veux donc renforcer et simplifier le pacte Dutreil, pour qu'il permette de transmettre plus facilement le fruit du travail d'une vie. Je veux que nous mettions en place dans ce même projet de loi des fondations actionnaires qui permettront, là aussi, de préserver le capital des entreprises, de préserver le travail d'une famille, de transmettre plus facilement. Les fondations actionnaires existent quasiment partout en Europe sauf en France. Demain, avec le projet de loi que je porterai à partir de la semaine prochaine, nous mettrons en place de véritables fondations actionnaires dans notre pays.

Cette nouvelle prospérité française doit répondre à vos attentes, à votre talent, aux risques que vous prenez. C'est tout l'objet du projet de loi dont je viens de vous parler. Mais elle doit aussi répondre aux attentes des Français et quand nous proposons de modifier le Code civil, quand nous proposons de reconnaître que l'entreprise a un rôle plus large que la simple création de profits, c'est une façon de dire à chacun d'entre vous personnellement que l'aventure entrepreneuriale dans laquelle vous êtes engagés est aussi une aventure sociale, est aussi une aventure humaine. Saisissez cette chance car je suis convaincu que c'en est une. L'entreprise aujourd'hui est aux yeux des Français le lieu d'un projet de société.

La nouvelle prospérité française suppose que nous réussissions aussi notre transition écologique. Oui, il y a une urgence écologique. Oui, notre modèle économique doit se bâtir dans le respect de notre environnement. Notre prospérité personnelle ne se construira pas au détriment des biens collectifs ; notre prospérité nationale ne se construira pas sur la destruction des richesses naturelles. Et je ne vois aucune opposition entre compétitivité des entreprises d'un côté et respect de l'environnement de l'autre. Je suis même profondément convaincu que les entreprises qui s'engageront pour l'environnement seront justement celles qui auront innové le plus et qui seront les plus compétitives.

Je crois que la défense de notre planète, la recherche sur le développement durable sont les vecteurs de nouvelles innovations françaises qui nous permettront d'atteindre cet objectif de notre nouvelle prospérité. J'ai travaillé pendant quinze mois avec Nicolas Hulot. Il a changé mon regard sur ces questions ; il m'a apporté des réponses à certaines des questions que je me pose ; il m'a fait prendre conscience de la gravité du défi environnemental ; il nous a amenés à prendre un certain nombre de décisions qui me paraissent justes et responsables, notamment sur la finance verte, dans laquelle nous nous sommes totalement engagés, l'un comme l'autre.



Je regrette son départ du gouvernement, mais je suis convaincu que les combats de Nicolas Hulot, les combats pour la protection de l'environnement, les combats pour le changement climatique, les combats pour l'accélération de la transition énergétique resteront au cœur de la politique du gouvernement. Et pour cela, il faut savoir comment nous voulons réussir cette transition.

Permettez-moi là aussi sur ce sujet essentiel une brève réflexion. Je pense que si nous voulons réussir le défi du changement climatique, nous devons concilier logique de marché et stratégie publique. La logique de marché, c'est celle qui fait que le consommateur va naturellement se tourner vers les entreprises qui apporteront la preuve tangible dans leurs produits qu'elles respectent l'environnement, qu'elles favorisent la transition énergétique et qu'elles respectent les biens publics. Qui irait aujourd'hui placer son argent dans des banques qui investiraient massivement dans les mines de charbon ou dans la production de centrales à charbon ? Pas grand monde ! Qui irait investir massivement dans des produits dont on sait qu'ils ne sont pas respectueux de l'environnement ? Pas grand monde ! Quel consommateur favorisera des produits qui ne participent pas à la lutte contre le réchauffement climatique ? Pas grand monde ! Et c'est pour cela que je crois à la logique de marché.

Mais je pense également que sur des investissements aussi importants que les investissements énergétiques, l'éolien offshore, les batteries électriques, la recherche sur le stockage de l'énergie renouvelable, nous avons besoin de planifier les investissements, nous avons besoin d'une stratégie publique et nous avons besoin d'un Etat stratège.

N'opposons pas le marché et l'Etat. Je pense que nous ne réussirons notre transition écologique que si nous sommes capables de respecter les choix du consommateur et d'avoir un Etat capable de définir une stratégie publique de long terme pour accélérer la transition écologique indispensable.

La nouvelle prospérité française, elle suppose également que nous valorisons davantage le travail des Français. Il n'y aura pas de prospérité nationale sans prospérité pour chacun des Français. C'est le deuxième axe de notre stratégie.

Cela passe d'abord par une meilleure rémunération du travail et je ne reviens pas là-dessus. Le Premier ministre l'a dit ; je le répète après lui : nous supprimerons les charges salariales sur les heures supplémentaires dès 2019. Nous avons supprimé les cotisations assurance maladie et assurance chômage. Et dans PACTE, nous allons supprimer ces 20 points de taxe sur l'intéressement que représente le forfait social. Je lance un appel à tous les entrepreneurs présents ce soir : saisissez-vous de la suppression du forfait social pour donner de l'intéressement à chacun de vos salariés et récompenser leur engagement au service de votre entreprise !

Le troisième élément de notre stratégie, c'est la réduction de la dépense publique et la réduction de la dette. Il n'y a pas de prospérité nationale dans la poursuite de la dépense publique et dans une dette insoutenable. Je n'y ai jamais cru et je n'y croirai jamais. D'ailleurs si cela marchait, nous serions le pays le plus prospère de tous les pays européens puisque nous avons le niveau de dépenses publiques le plus élevé de tous les pays européens !

J'aimerais simplement rappeler d'où nous venons à tous les bons esprits qui trouvent que nous n'allons pas assez vite et pas assez loin dans la réduction de la dépense publique et le redressement des comptes publics. Au cours des dix dernières années, la dépense publique en France a augmenté de 3 points, les impôts ont augmenté de 3 points et la dette publique a augmenté de 32 points.



Le principal élément de divergence, cher Olaf, entre l'Allemagne et la France, c'est que l'Allemagne a réduit sa dette au moment où la dette française explosait. Ce n'est pas soutenable, ce n'est pas acceptable, ce n'est pas durable.

Nous continuerons donc à prendre les décisions nécessaires pour parvenir au cap qui a été fixé par le président de la République : 5 points de dette publique en moins d'ici la fin du quinquennat, 3 points de dépenses publiques en moins et un point de prélèvement obligatoire en moins. Cet effort-là demande un effort de tous. Un effort de l'Etat, un effort des collectivités locales, un effort des Français et un effort aussi des entreprises. Oui, il est légitime que nous demandions aussi aux entreprises de participer à cet effort.

Nous transformerons le crédit d'impôt sur la compétitivité des entreprises en allègements de charges en 2019. Nous l'avons promis ; nous le ferons. Mais nous reporterons les 4 points d'allègement supplémentaire du 1^{er} janvier 2019 au 1^{er} octobre 2019.

Votre président m'a averti des difficultés que cela posait à un certain nombre de fédérations professionnelles. A la demande de votre président, je recevrai dans les jours qui viennent toutes les fédérations professionnelles qui le souhaitent pour que nous regardions quelles sont les meilleures solutions pour que vous puissiez participer à cet effort, sans que cela ne pénalise la création d'emplois dans vos entreprises.

Enfin, cette nouvelle prospérité nationale suppose des choix européens clairs. C'est pourquoi je me réjouis de la présence du vice-chancelier allemand ce soir à nos travaux. L'Europe doit être le continent de l'innovation. L'Europe doit faire preuve de fermeté. L'Europe ne doit pas reproduire les erreurs du passé où, en matière de panneaux photovoltaïques, nous avons sciemment détruit notre industrie en acceptant l'importation massive de panneaux solaires chinois financés par des aides d'Etat que nous refusions à nos propres entreprises. Nous ne devons pas renouveler cette erreur.

Nous avons aujourd'hui le défi des batteries de quatrième génération. Posons-nous tous la question, vous entrepreneurs et nous responsables politiques : que voulons-nous demain dans nos voitures électriques, des batteries chinoises ou des batteries européennes ? Voulons-nous être créateurs de richesses ou acheter les richesses des autres ? Voulons-nous être producteurs ou sous-traitants ? Voulons-nous être indépendants ou de simples vassaux ?

Pour ma part, je fais le choix de l'indépendance, de la création de richesses et de l'innovation européenne. Mais cela suppose des choix qui vous engagent aussi. Quand TOTAL décide de s'associer avec SAFT pour créer des batteries de quatrième génération, je souhaite que nous trouvions rapidement les constructeurs automobiles européens pour être les clients de ces batteries de quatrième génération européenne.

Quand nous devons financer ces projets d'innovations de rupture, nous devons non seulement nous appuyer sur le fonds pour l'innovation de rupture national mais j'appelle à la création rapide d'un fonds pour une innovation de rupture de niveau européen, qui nous permette de financer, au même niveau que la Chine ou au même niveau que les Etats-Unis, les investissements nécessaires dans les innovations de rupture.

Et enfin, si un soutien public est nécessaire, n'hésitons pas à utiliser des règles européennes dont nous disposons pour utiliser ces soutiens publics et nous permettre d'amorcer la recherche nécessaire. Cette Europe qui participe à notre prospérité nationale, elle doit aussi être indépendante, une Europe qui innove, une Europe indépendante participera à cette nouvelle prospérité française que j'appelle de mes vœux pour les vingt prochaines années.



Nous devons protéger nos technologies, protéger nos innovations et on peut être, comme je le suis, totalement favorable au libre-échange et veiller en même temps à protéger nos technologies de pointe. Nous renforcerons le décret sur les investissements étrangers en France et le contrôle des investissements étrangers en France ; et je me félicite que l'Europe ait été capable de renforcer son règlement sur le contrôle des investissements étrangers en Europe.

Nous refusons les sanctions extraterritoriales américaines et nous n'acceptons pas que les Etats-Unis deviennent le gendarme du commerce international en lieu et en place des nations européennes.

Nous travaillons avec l'Allemagne main dans la main à un nouvel outil de financement indépendant car, comme sur beaucoup de sujets, la finance est essentielle. Si nous ne sommes pas indépendants financièrement, nous ne serons pas indépendants économiquement.

Mesdames et Messieurs les entrepreneurs, voilà les quelques convictions que je voulais vous livrer en vous disant à quel point nous nous battons tous, vous les entrepreneurs, chefs d'entreprise, patrons de PME, artisans, patrons de très grandes entreprises ou de petites entreprises et nous, responsables politiques, pour bâtir cette nouvelle prospérité française que nous devons aux Français.

Nous ne sommes pas condamnés à une croissance molle, nous ne sommes pas condamnés à la dette et aux déficits, nous ne sommes pas condamnés à être les spectateurs de l'Histoire, nous ne sommes pas condamnés à utiliser des technologies que nous ne produirions plus parce que nous ne nous serions pas donné les moyens financiers, technologiques et de recherche pour les produire nous-mêmes.

Le rôle de la France, le rôle de l'Allemagne, le rôle de l'Europe n'est pas de regarder l'Histoire ; c'est de la faire en défendant nos intérêts et en défendant nos valeurs.

Mesdames et messieurs les entrepreneurs, cette prospérité nationale est à portée de main. Elle demande de l'audace, elle demande du courage et elle demande de la constance. Ces qualités sont à mes yeux celles du président de la République, celles du Premier ministre, celles de la majorité et, j'en suis convaincu, ce sont aussi vos qualités d'entrepreneurs français.